

Europe

# FACE À L'AXE TRUMP-POUTINE, LES EUROPÉENS ONT LE CHOIX

Sylvain Kahn

04/03/2025

**Si les Européens veulent poursuivre une politique ukrainienne propre, ils peuvent s'en donner les moyens : cela suppose non pas des sacrifices, mais des choix. Sylvain Kahn, professeur au Centre d'histoire de Sciences Po, rappelle dans cette note que, face à l'axe Trump-Poutine, il est parfaitement possible de construire une Union européenne de défense autonome des États-Unis en lieu et place de l'OTAN.**

Il y a trois ans, l'attaque russe de l'Ukraine prenait les Européens par surprise. La réaction de ces derniers a également surpris bien des observateurs. Les Européens ont en effet énoncé des objectifs politiques clairs et nets dès le 24 février 2022 : retour à l'intégrité et à la souveraineté territoriales de l'Ukraine dans ses frontières de 2014 et arrêt de l'agression russe. Depuis le 28 février 2022, ils ont en conséquence décliné avec constance une politique de soutien à l'Ukraine et de sanctions de la Russie. L'aide cumulée des Européens, tous secteurs compris, est plus importante que celle fournie par les États-Unis sous l'administration Biden. L'Union européenne – Conseil, Commission et Parlement – a même lancé le processus d'adhésion de l'Ukraine et de la Moldavie à la communauté européenne<sup>1</sup>.

Il y a des débats et des nuances au sein de la vie politique européenne sur les modalités de cette politique mais pas plus que dans tout autre régime démocratique. Aucun État membre, même la Hongrie de Viktor Orbán, n'a mis son veto au renouvellement semestriel de cette politique et à ses développements<sup>2</sup>. Il est notable que cette politique soit majoritairement soutenue par les opinions publiques depuis trois ans<sup>3</sup>, avec des variations entre pays et entre familles politiques, qui témoignent là aussi d'un débat et de sociétés pluralistes, et de situations différenciées, dont les variables sont<sup>4</sup> : la part des hydrocarbures russes dans la production énergétique ; la peur ou l'indignation face à l'invasion russe de l'Ukraine ; les variations du coût de la vie provoquées par cette guerre et le soutien à l'Ukraine ; l'euroscpticisme<sup>5</sup>.

Pourtant, dans un contexte de front figé et de guerre d'attrition, la politique ukrainienne de l'Union européenne (UE) ne modifie pas la situation en place en 2023 et 2024 ; selon certains auteurs, elle

en serait l'une des sources. Timothy Garton Ash, historien britannique reconnu, écrit ainsi : « L'Occident, jusqu'à présent, a simplement fait le nécessaire pour empêcher la défaite de l'Ukraine, mais pas assez pour lui permettre de remporter la victoire<sup>6</sup> ».

Pour modifier la situation en faveur de l'Ukraine, l'UE aurait donc dû soutenir davantage l'Ukraine qu'elle ne l'a fait durant les trente-six premiers mois du conflit. Pourquoi ne l'a-t-elle pas fait ? C'est bien l'une des questions posées par ce troisième anniversaire.

En tenant compte de ces différents paramètres, on peut se demander si les Européens, dans leur objectif politique de retour à l'intégrité territoriale de l'Ukraine, ne sont pas confrontés à leurs limites capacitaires, géopolitiques, économiques, sociales et culturelles. Pourraient-ils décider de faire plus et, si oui, le pourraient-ils d'une façon qui serait déterminante ? Pourraient-ils décider de faire davantage, mais au risque de déséquilibres internes qu'ils refusent collectivement d'assumer ? Peut-être que les Européens, durant ces trois années, ne voyaient pas comment ils pouvaient faire mieux – auquel cas ce conflit, comme la politique ukrainienne de leurs dirigeants, a révélé l'état timoré de la société européenne, de son Union et ses limites, voire de ses vulnérabilités.

L'un des signaux de cette auto-limitation peut être vu dans le fait suivant : tout au long de ces trois années de soutien à l'Ukraine, l'aide militaire apportée par les Européens a beaucoup suivi le rythme et la forme pris par celle fournie par les États-Unis. D'une part s'agissant des chars de combat, puis des missiles de longue portée en batterie, puis de l'aviation de chasse. D'autre part, plusieurs analystes ont souligné que les Européens ont souvent fait le choix d'acheter des armes américaines pour les envoyer aux Ukrainiens, ou bien pour remplacer celles qu'ils prélèvent sur leurs stocks pour les envoyer en Ukraine. Pour le diplomate Jean-Marie Guéhenno, par exemple, « la conséquence » de cette politique ukrainienne de l'UE est « l'aggravation probable de la dépendance européenne à l'égard des États-Unis<sup>7</sup> ».

Les Européens en étaient là à la veille du retour de Donald Trump au pouvoir aux États-Unis. Le 19 janvier 2025, les Européens se demandaient s'ils seraient en mesure de poursuivre seuls leurs buts politiques de soutien à l'Ukraine dès lors que – au cas où ? – les Américains interrompraient, le cas échéant, leur soutien à l'Ukraine.

Il se trouve que ce début du second mandat de Donald Trump est fracassant. Ce à quoi les Européens sont confrontés est un défi bien plus gigantesque. Les Européens sont, ni plus ni moins, lâchés par les États-Unis. Ces derniers ne voient plus les premiers comme leurs alliés. Tout ce qui se passe depuis le 20 janvier 2025 montre que les Européens et les Américains sont idéologiquement désalignés, voire opposés, et que les Européens ne peuvent plus compter sur les

Américains pour les défendre. C'est une rupture historique. Le « miracle » d'une garantie de défense du territoire européen, au nom de valeurs libérales et humanistes partagées, par la plus grande puissance militaire du monde a duré quatre-vingts ans. À la réflexion, une telle durée est exceptionnelle. L'Organisation du Traité Atlantique Nord (OTAN) a été un coup de génie des Européens : la meilleure garantie de défense possible pour un coût défiant toute concurrence ; cela a marché quatre-vingts ans, ils ont tout lieu de s'en féliciter. Mais même les meilleures choses ont une fin. La défense de l'Europe par l'OTAN sous parapluie américain, c'est terminé.

Dorénavant, soutenir l'Ukraine, dissuader tout ennemi potentiel d'agresser le territoire européen dont les territoires nationaux au sein de l'UE sont solidaires (article 42.7 du traité de l'UE) et être capable de se défendre seuls sont les trois côtés d'un même triangle. Pour rester indépendants et libres, les Européens doivent compter sur eux-mêmes.

C'est pourquoi, dans le domaine de la défense et de l'équipement en armements, il est urgent pour les Européens d'une part de rompre avec la morphine comme avec le dealer : il est nécessaire de s'engager à construire l'Union européenne de défense. L'effort de défense des Européens est le deuxième au monde, et leur art militaire, un des plus anciens, a historiquement le plus fait ses preuves.

Les études sur la défense en Europe, comme celles de Samuel Faure, ont clairement montré que les Européens se sont remis à augmenter leurs dépenses militaires depuis 2014, et encore plus depuis 2022<sup>8</sup>, et que cet accroissement se fait dorénavant en commençant à mobiliser les ressources politiques, institutionnelles et financières de l'Union européenne. Toutefois, à ce stade, cet accroissement prend encore notablement la forme d'une augmentation des dépenses nationales, décidées en tuyaux d'orgue, sans vision européenne d'ensemble. Chaque État passe ses commandes publiques aux entreprises qu'il choisit seul et sans coordination. Cette situation n'est pas nouvelle. Il existe par exemple 19 types d'avions de chasse en Europe, et seulement 4 aux États-Unis. Autre exemple : les États européens cherchent à se concurrencer sur le lucratif marché mondial de l'armement à l'export : il y a 10 pays européens dans les 25 premiers pays exportateurs d'armes au monde ! La mémoire reste vive de la fierté française d'avoir remporté le marché des sous-marins australiens face aux concurrences allemande et japonaise, puis de l'appel à l'outrage fait aux Européens lorsque les Australiens ont dénoncé ce contrat au profit des Américains.

Par conséquent, le défi à relever n'est pas tant budgétaire que politique et organisationnel : il convient que les majorités parlementaires et les gouvernements tordent le bras des industriels nationaux de l'armement et des corporatismes militaires pour aller vers une politique industrielle de défense. Ce sera long, il faudra être imaginatif et innovant, mais c'est tout à fait réalisable : en

utilisant le marché unique, la politique industrielle européenne, la dépense publique européenne, les clauses de l'Union économique et monétaire (le traité de Maastricht devenu traité de Lisbonne) qui permettent de moduler raisonnablement les critères d'encadrement des dépenses budgétaires ; en s'inspirant si nécessaire du précédent du Covid-19 – émission de bons du trésor européen, rôle de centrale d'achat confié à la Commission européenne.

Les Européens ont déjà récemment mis au point des instruments nouveaux pour rationaliser et mutualiser les dépenses de défense, comme la facilité européenne pour la paix, ou Edip (*European defence industry program*). Il convient de les utiliser pleinement comme des leviers. Il s'agit pour l'UE de se comporter en puissance publique avec des commandes militaires sur vingt-cinq ans, de programmer, de dépenser et d'investir ensemble et de façon coordonnée, pas forcément d'acheter davantage et de dépenser plus que ce qui l'est déjà. Il convient de créer de toutes pièces, sous statut d'entreprise européenne, les industries de défense qui n'existent pas encore, comme la production de drones, par exemple, d'associer à cette politique industrielle de défense des pays alliés qui ne sont pas forcément membres de l'UE<sup>9</sup> – comme l'Ukraine, dont la politique d'armement est inventive et dynamique<sup>10</sup>. Le diplomate français et européen reconnu qu'est Pierre Vimont appelle de ses vœux les Européens à se doter maintenant de l'équivalent d'un conseil de sécurité, de façon à se doter d'une culture stratégique et prospective intense et partagée, et d'une capacité de prendre les décisions appropriées, et de les prendre avec célérité.

Enfin, *si vis pacem para bellum* : il s'agit de dissuader les ennemis et les lâcheurs du coût terrible qu'ils paieraient en cas d'agression ; le futur chancelier allemand Merz l'a bien compris et le président Macron aussi avant lui<sup>11</sup> : l'un (en février 2025) comme l'autre (en février 2020) ont proposé de débattre de l'élargissement du parapluie nucléaire français à l'Allemagne et à l'UE. Avec la mort de l'atlantisme, le sujet de la dissuasion nucléaire européenne est maintenant sur la table, et les intérêts vitaux des deux puissances dotées (France et Royaume-Uni) pourraient bientôt avoir le périmètre du territoire de l'UE et de ses alliés.

Car la répudiation par les États-Unis de ses alliés européens ne peut que pousser ces derniers à trouver de nouveaux alliés. Ils pourraient être plus nombreux qu'on ne le pense. Paradoxalement, sur l'Ukraine, Trump est assez seul. Son seul ami sur ce dossier est... Vladimir Poutine. On vient d'assister à l'ONU à la naissance d'un axe américano-russe dans le vote d'une résolution sur « la paix en Ukraine » qui ne mentionne ni l'agresseur ni les territoires conquis et occupés ; les pays européens ont refusé de la soutenir. Sur l'Ukraine, les Européens gardent quant à eux leur cap : celui d'un accord de paix globale apportant une garantie de sécurité pour l'Ukraine et le retour à sa pleine souveraineté. Ils l'ont réaffirmé sans ambiguïté le 25 février 2025 sur place à Kyiv, et aussi à Washington lors de la visite d'Emmanuel Macron à la Maison-Blanche. Or, lors de la grande réunion

de Kyiv, étaient également présents les dirigeants canadiens et japonais, par exemple. De nombreux pays qui ont traditionnellement été des alliés des États-Unis sont également malmenés par ces derniers, tandis qu'ils partagent déjà une communauté de valeurs, une vision commune du multilatéralisme et d'un ordre international fondé sur le droit international, et des accords de commerce aux normes élevées avec l'Union européenne.

À Washington D.C., le Franco-Européen Macron a rappelé devant un Trump incrédule qu'il était illégal de modifier des frontières internationales par la force, et que les Européens étaient très attachés au droit international – à bon entendeur, salut (ce qui vaut pour l'Ukraine vaut aussi pour le Groenland et le Canada). Quant aux compensations et au prix à payer, Emmanuel Macron a rappelé la position constante des Européens : pour qu'il y ait paix, il faudra que les Russes s'engagent à financer la reconstruction de l'Ukraine que leur armée détruit avec opiniâtreté depuis trois ans. En effet, elle bombarde chaque semaine ses villes, mine ses champs et fait exploser le barrage sur le Dniepr. Dans ce cadre, il serait possible de s'autoriser à utiliser les avoirs russes gelés.

Les États-Unis, malgré leurs récentes manœuvres géopolitiques, n'ont pas modifié d'un iota la politique ukrainienne, identique à celle de l'UE depuis trois ans. Les Européens ne font pas de concessions à cette administration Trump qui s'ingère dans leurs élections en Europe et qui soutient officiellement au plus haut niveau gouvernemental l'idéologie illibérale des dirigeants et des partis de droite radicale et extrême qui sont le plus souvent pro-Poutine.

En somme, si les Européens veulent poursuivre une politique ukrainienne propre, ils peuvent s'en donner les moyens : cela suppose non pas des sacrifices, mais des choix. Il en va de même pour la construction d'une Union européenne de défense autonome des États-Unis en lieu et place de l'OTAN, face au nouvel axe Trump-Poutine.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

1. Sylvain Kahn, *Union européenne : le bel avenir de l'élargissement*, Fondation Jean-Jaurès, 27 juin 2023.
2. Quentin Fady, « [Au Parlement européen, le sujet de l'aide à l'Ukraine brise les règles](#) », Taurillon, 4 octobre 2024.
3. Sylvain Kahn, « Dans la guerre d'Ukraine, l'Union européenne se révèle-t-elle comme l'État des Européens ? », dans Claudia Senik (dir.), *Un monde en guerre*, Paris, La Découverte, 2024, pp. 117-135.
4. Jan Rovny, « [Comment populisme et euroscepticisme façonnent le rapport des partis politiques à l'Ukraine](#) », *The*

Conversation, 24 avril 2024.

5. Gilles Ivaldi, « **La guerre en Ukraine : vers nouveau cycle d'extrême droite en Europe ?** », *Cogito*, Sciences Po, 2 novembre 2023.
6. Timothy Garton Ash, « Le choix ukrainien de l'Europe : comment sortir de notre moment Hamlet ? », dans Giuliano Da Empoli (dir.), *Portrait d'un monde cassé. L'Europe dans l'année des grandes élections*, Paris, Gallimard, 2024, pp. 66-81.
7. Jean-Marie Guéhenno, « Totale et limitée : un premier bilan de la longue guerre d'Ukraine », dans Le Grand Continent (dir.), *Fractures de la guerre étendue. De l'Ukraine au métavers*, Paris, Gallimard, 2023, pp. 25-40.
8. Samuel B.H Faure, « **La relance de la défense européenne : par les États, pour les États** », *Le Rubicon*, 29 avril 2022.
9. Pierre Haroche, Ronja Kempin, « **En Ukraine, l'Europe vit son "moment Démosthène"** », *Le Monde*, 13 décembre 2023.
10. Pierre Haroche, « **Face au désengagement des États-Unis, l'Europe a autant besoin du soutien militaire ukrainien que l'inverse** », *Le Monde*, 26 février 2025.
11. Thomas Wieder, « **En Allemagne, le discours de Macron sur la dissuasion nucléaire est accueilli par un prudent silence** », *Le Monde*, 8 février 2020.